

Notre engagement :

LE PROGRES GLOBAL

Dans l'histoire des organisations qui font partie aujourd'hui, à l'heure de sa plus grande expansion, de l'Internationale Socialiste, la convergence par rapport à l'objectif de conquête de sociétés plus justes, plus libres et égalitaires, plus cohérentes, a coexisté avec une grande variété de traditions, et de diversité des instruments et des modèles d'action, pour avancer vers ces objectifs définis par notre engagement en faveur de la solidarité. Rien de plus naturel dans un courant historique pluriel et démocratique, respectueux des identités de chaque pays, et des priorités immédiates de chaque moment historique dans les sociétés nationales.

En même temps le socialisme démocratique, le travaillisme et les autres courants de la pensée progressiste, ont été capables, à chaque époque de l'Histoire, de se rénover, de commencer de nouvelles étapes, comme nous le rappelait Willy Brandt. En Europe, par exemple, la social-démocratie a démontré son potentiel réformateur, en même temps qu'est devenu évident l'échec de ce que l'on appelait « le socialisme réel ». La capacité de rénovation de la pensée social-démocrate, naît de sa volonté de justice, fondée sur une exigence de liberté. Cette conviction nous a séparés et nous a confrontés avec la pensée totalitaire du communisme, qui a démontré être incompatible avec la liberté des citoyens. Le caractère réformateur, qui actualise les instruments pour atteindre nos aspirations, nous définit face aux alternatives fermées, qui confondent systématiquement instruments et objectifs, comme s'il s'agissait d'une religion ou d'un système inamovible.

C'est pourquoi nous respectons et apprécions les différents efforts de rénovation des idées, qui sont en cours dans différents forums de débats, à l'initiative de partis membres de l'Internationale Socialiste, ou des autres formations progressistes et dans diverses régions du monde. Ils constituent des alternatives courageuses pour ouvrir de nouveaux chemins à la pensée et à l'action, face au nouveau conservatisme. Il y a beaucoup d'éléments de convergence, non seulement envers les objectifs de solidarité dans les sociétés nationales et dans la communauté internationale, mais aussi dans la compréhension du phénomène de changement d'ère que nous sommes en train de vivre avec la mondialisation de l'information, de l'économie et des finances et, avec la liquidation de la politique des blocs, qui exige de nous des réformes de nos instruments d'action politique, et du contenu même des politiques à appliquer. Ainsi, le respect envers la diversité culturelle de chacune des sociétés, qui montrent la variété des êtres humains et des communautés dans lesquelles ils s'intègrent pour avancer vers des objectifs partagés doit aussi constituer un élément de convergence. Cette pluralité, peut et doit se confronter, dans un dialogue ouvert et respectueux, dont le fruit donnera lieu à un métissage d'expériences qui pourraient se transférer d'une culture à une autre.

Ce qui nous unit est l'essentiel : la solidarité pour améliorer les conditions de vie des êtres humains, pour arriver à plus de justice sociale, sur la base du respect universel des droits de l'Homme, de l'égalité des sexes, et des libertés individuelles et collectives qui fondent la vie démocratique.

Ce qui en apparence, paraît nous séparer, se change, avec cette optique d'ouverture et de dialogue, en un espace enrichissant qui nous permettra de partager l'interdépendance et d'agir sur elle pour avancer vers nos objectifs.

Le débat commencé, que nous devons continuer, nous engage à une proposition globale et renouvelée d'objectifs pour affronter les défis de la nouvelle ère, en mettant à profit les

immenses fenêtres d'opportunité qui s'ouvrent, et en limitant les risques que cela entraînerait si elles restaient entre les mains de l'individualisme désagréateur du fondamentalisme néo-libéral.

Débat ouvert avec la participation de secteurs engagés dans la science et l'innovation, la défense de la nature, avec de nouveaux entrepreneurs, dans l'économie ou dans la culture, et avec des citoyens et citoyennes responsables de leur environnement social proche ou lointain. Ce débat devrait être courageux dans son analyse des nouvelles réalités qui révolutionnent la connaissance et dans la rénovation des moyens d'action,

La Solidarité, en tant que valeur qui définit notre identité, a toujours guidé nos propositions de redistribution, qu'elles soient de biens matériels, d'éducation, de santé ou de sécurité dans la vieillesse. Elle oriente notre lutte pour l'égalité entre les sexes, contre la discrimination pour des raisons d'origine, de croyance ou pour tout autre raison.

Cependant, nous connaissons les dangers de passivité qui peuvent surgir des politiques de redistribution, si la reconnaissance et la satisfaction des droits universels, ne sont pas accompagnés de la responsabilité civique ; nous connaissons aussi les difficultés qu'il y a à soutenir des politiques solidaires dans les sociétés ayant de solides systèmes d'Etat-providence, soumis à des pressions anti-redistributives. C'est pourquoi nous appelons à un équilibre entre les droits et les responsabilités, entre les politiques actives qui tendent à inclure le plus grand nombre de personnes et les politiques universelles qui évitent l'oubli des exclus.

Notre proposition intègre la redistribution des capacités d'entreprendre, l'aide à la créativité personnelle, à l'initiative avec risque, en raison de la valeur personnelle qu'elle ajoute socialement, grâce à la création de richesses et d'opportunités pour les autres. L'encouragement de l'esprit d'entreprise en matière économique, sociale et culturelle, est une nouvelle dimension de la solidarité qui doit changer les attitudes sociales devant les entrepreneurs, modifier les systèmes éducatifs et la formation, engendrant une nouvelle culture capable de récompenser l'initiative et la créativité des individus. La redistribution de la capacité d'entreprendre, vue dans cet esprit de coopération, est une façon d'exprimer la solidarité, qui contraste avec l'encouragement de l'individualisme mercenaire désengagé de la société.

L'an 2000 est, pour nous, le départ d'un nouvel engagement pour donner une dimension sociale à la mondialisation en cours, pour la mettre au service des êtres humains. Au commencement de ce nouveau millénaire, nous présenterons une plate-forme globale de nos coïncidences et de nos engagements face aux défis de la nouvelle ère. Nous la compléterons avec des apports régionaux, cohérents avec elle, (Européens, Latino-américains, Africains ou autres) qui expriment les priorités qui leur sont propres pour affronter ces défis. Sur ces bases, nous développerons des programmes nationaux, adaptés à nos identités propres, ouverts sur l'échange d'expériences utiles pour les autres.

Nous voulons promouvoir et améliorer la démocratie représentative et la participation civique. Pour l'ensemble de la société, il est très important que les femmes et les hommes aient une participation plus égalitaire et qu'ils partagent les responsabilités aussi bien dans la vie publique que dans la vie privée, afin que la perspective de l'égalité des sexes puisse s'incorporer au sein de toutes les politiques, à tous les niveaux et dans tous les scénarios.

Nous accueillons avec satisfaction le travail développé durant ces trois années par la Commission Progrès Global. Les fruits de ces débats, se transformeront en propositions d'action.

Voilà l'Internationale que nous souhaitons. Faisant coïncider ses valeurs et ses objectifs globaux. Diverse et ouverte dans les instruments pour arriver à ces objectifs, d'accord avec les priorités immédiates et les identités des sociétés auxquelles nous nous adressons.

Une organisation ouverte et prête au dialogue. Toujours plus universelle. Avec un esprit solidaire pour lutter contre l'injustice et les inégalités. Active dans les forums internationaux, pour proposer les réformes qu'exige la nouvelle ère de la mondialisation.

C'est pourquoi, réunis à Paris à l'aube d'un siècle nouveau :

NOUS DECLARONS

Le primat de la politique pour donner une réponse aux défis de la mondialisation. La récupération de son autonomie pour représenter l'intérêt général, souverainement exprimé par les citoyens et citoyennes, dans des démocraties qui doivent recouvrir tous les pays de la planète. Notre tâche consiste à mettre en oeuvre réponses et actions face aux défis de notre temps, pour parvenir à plus de liberté, plus d'égalité, plus de solidarité.

La citoyenneté engagée, face au fondamentalisme qui exclut ou à celui qui propose de tout abandonner à la « main invisible » du marché, est notre pari et notre proposition de renouveau et de renforcement des systèmes démocratiques. Nous voulons des sociétés libres, avec des citoyens responsables de leur destin individuel et collectif, respectueux de la diversité, et capables d'ouvrir de nouveaux espaces enrichissants pour les communautés dans lesquelles ils vivent et pour la société universelle.

Nous nous adressons à ceux qui ressentent la solidarité comme la plus noble impulsion de l'être humain, pour lutter contre les inégalités, pour offrir de nouvelles opportunités à travers l'éducation, l'emploi, la lutte contre la pauvreté et la faim. Nous nous adressons à des hommes et des femmes de différentes cultures, de différentes régions du monde, pour qu'ils s'engagent dans des tâches communes, avec des objectifs partagés, renforçant un grand courant d'espoir dans les possibilités de l'être humain devant la nouvelle ère qui s'ouvre.

Nous sommes conscients que jamais jusqu'à aujourd'hui on n'a disposé d'autant de moyens pour relever ces grands défis. L'intelligence peut les saisir. Atteindre ces objectifs dépend de notre volonté, de notre engagement, en mettant les avancées technologiques au service de l'être humain.

Le socialisme démocratique est né et s'est développé dans une permanente relation critique au capitalisme. La lutte pour la justice sociale, pour l'égalité des sexes, contre la discrimination, pour les progrès de la redistribution, qui définissent la solidarité, expliquent que cette relation critique soit notre raison d'être. Nous respectons et nous défendons la fonction créatrice de richesse du marché. La démocratie s'est toujours développée dans des sociétés de libre entreprise, mais ne demandons pas au marché ce qu'il ne peut pas offrir. Nous constatons qu'il y a des sociétés de marché avec des systèmes autoritaires, mais qu'il n'y pas de sociétés démocratiques sans marché. C'est pour cela que nous ne confondons pas marché et démocratie. Il y a des choses qui ont de la valeur pour les êtres humains, au-delà et en marge des règles de l'optimisation du bénéfice. L'éducation, la santé, la culture, ajoutent de la valeur, et même aident à un bon fonctionnement de l'économie ouverte, la rendant soutenable dans le temps, mais elles ne sont pas généralisables grâce aux seules règles du marché. Cette relation critique, ayant permis la

redistribution de biens et d'opportunités a renforcé la compétence et la stabilité des sociétés au sein desquelles le socialisme démocratique a eu une influence décisive.

C'est la tâche de la politique, c'est à dire,, de l'engagement civique démocratique, pour mettre de l'ordre dans la vie en commun, de faire de la liberté une réalité en offrant l'égalité des chances au-delà des frontières du marché. Ceci concerne toutes les sociétés, quel que soit leur niveau de développement, parce que cela fait partie des conquêtes de la cohésion sociale à venir ou de la réforme et de l'amélioration de celles qui sont déjà acquises.

La gouvernabilité de la mondialisation, exige de nous l'amélioration et le renforcement de la politique, de la qualité et de l'extension de la participation démocratique, à tous les niveaux, depuis le niveau local, en passant par le niveau national ou les espaces régionaux qui regroupent les nations, jusqu'à la communauté internationale. Un monde sans engagements et sans règles tend vers l'inégalité, et la fracture. Nous combattons avec conviction cette vision qui génère méfiance et incertitude, inégalité et conflits dans tous les coins de la planète.

Nous misons sur des politiques économiques saines, équilibrées, capables de générer croissance et emploi. La politique monétaire et la politique économique forment un tandem au service de la croissance stable et de l'emploi. Nous combattons le réductionnisme monétariste.

C'est la responsabilité de la politique d'encourager l'activité, d'augmenter la capacité de compétition des entreprises, en évitant les tendances au monopole propres au développement du marché, et en améliorant la situation des consommateurs.

C'est la responsabilité de la politique de satisfaire les droits universels à l'éducation, à l'assistance sanitaire, à l'aide à la vieillesse, et à la protection de l'enfance et de la jeunesse. La dignité des sociétés se mesure par leur capacité à s'engager en faveur de ces mesures qui créent l'égalité des droits fondamentaux.

C'est la responsabilité de la politique que les services publics de transport, d'énergie, de communication, de télécommunication, quelles que soient leurs méthodes de gestion ou leur propriété, remplissent les exigences d'égalité des chances des citoyens et des citoyennes sur leur territoire, en évitant les concentrations insupportables de populations dans les grandes cités, qui engendrent de nouveaux ghettos de marginalité et d'exclusion.

C'est la responsabilité de la politique de préserver l'environnement, comme une valeur intergénérationnelle qui exige une solidarité avec ceux qui vont occuper notre espace demain.

C'est la responsabilité de la politique de défendre les droits de l'Homme dans toutes les parties du monde, face aux violations qui prétendent se cacher sous les différences culturelles, mais sont seulement des manifestations aberrantes de la lutte pour le pouvoir. L'égalité des droits entre les sexes n'est pas un problème culturel, c'est une revendication de base du genre humain. L'intégrité physique et morale est un droit fondamental et universel, comme la liberté individuelle et collective.

C'est la responsabilité de la politique d'avancer vers un nouvel ordre international qui garantisse la paix et la sécurité, en respectant la diversité des identités, en apprenant à partager des valeurs différentes mais dans le respect des droits humains universels.

Cohérents avec ces principes, nous avançons le priorités suivantes de notre PROJET DE PROGRES GLOBAL:

1. La lutte contre la pauvreté et la faim, y compris contre la pauvreté de compétences liée au sous-développement, contre l'exploitation et l'inégalité d'accès aux ressources économiques et technologiques mondiales. L'an 2000 doit être décisif pour annuler la dette des pays les plus pauvres. Les engagements du G7, doivent entrer en pratique, pour que l'annulation de la dette se transforme en une relance des investissements dans les pays concernés. Investissements en matière agroalimentaire, dans les infrastructures civiles fondamentales, de formation et d'éducation.

Dans la lutte contre la pauvreté, nous devons mettre en oeuvre des stratégies spécifiques pour les femmes, car elles constituent la grande majorité supportant les pires conditions de vie, et tout ceci étant aggravé par le phénomène de la mondialisation. L'autonomie des femmes est fondamentale pour supprimer la pauvreté. Les femmes doivent participer activement aux programmes de développement et ne pas en être les simples réceptrices.

2. La lutte pour les droits de l'Homme et la démocratie. Nous défendons la nécessité d'avancer vers le droit d'ingérence pour raisons humanitaires. Aucune raison d'Etat, aucune prétendue différence d'identité, ne peut justifier le génocide ou le nettoyage ethnique, ni garantir l'impunité des dictateurs qui violent systématiquement les droits humains universels. La pauvreté et le besoin ne seront pas dépassés sans le respect des droits de l'Homme et l'extension de la démocratie. Très souvent, et pas par hasard, les pays pauvres abandonnés à la misère et à la marginalisation du sous-développement, supportent dictatures, répression et torture, quand ce ne sont pas des génocides, l'épuration ethnique et des déportations de masse, jointes à d'inacceptables discriminations faites aux femmes. Les droits de l'Homme et l'expansion de la démocratie, dans toutes les parties de la planète et toutes les identités culturelles, sont les aspirations fondamentales de la gauche que nous représentons. Les droits humains de la femme constituent une partie inaliénable, intégrale et indivisible des droits universels de la personne humaine. La reconnaissance de ces droits et leur mise-en-œuvre complète demande que soient surmontés les obstacles pour qu'elles jouissent de la pleine liberté et de la dignité, que soit menée la lutte contre la violence, la traite des Blanches et la prostitution forcée, pour la promotion du libre choix dans le domaine du planning familiale et de la santé, et la résolution des problèmes spécifiques des migrations des femmes.

3. La construction de la paix et de la sécurité, à travers un nouvel ordre international, avec des instruments multilatéraux efficaces, de prévention, gestion et solution des conflits, est prioritaire pour avancer dans la gouvernabilité de la nouvelle ère de la mondialisation. Nous proposons la réforme de l'ONU et de son Conseil de sécurité, grâce à l'augmentation du nombre de ses membres. Ceci contribuera à démocratiser les Nations Unies et à accorder plus de représentativité au Conseil de Sécurité.

4. Nous aspirons à un ordre économique et financier global, qui exige l'adaptation d'organismes nés il y a 50 ans, le FMI et la Banque Mondiale, entre autres, tout comme le développement de l'Organisation mondiale du Commerce. Tous ont été dépassés par les nouvelles réalités et nécessitent de nouveaux instruments de prévention et d'action. L'absence d'un cadre de régulation pour les impressionnants mouvements de capitaux à court terme, rend ces flux imprévisibles, provoquant des crises financières continues et des contagions systémiques impossibles à freiner. Sans transparence, ni contrôle, tant que perdureront les paradis fiscaux, il sera de plus en plus difficile de lutter contre le blanchiment de l'argent, provenant de pratiques corrompues enracinées dans certains pays et des flux empoisonnés ayant pour origine la criminalité mondialement organisée. Le camp de la paix internationale, de la sécurité, a aujourd'hui une dimension économique et financière que nous devons affronter avec courage à partir de positions progressistes. C'est pourquoi il est urgent d'assurer une plus grande transparence du système financier international : imposer des règles de prudence à toutes les institutions financières, y compris aux fonds d'investissements spéculatifs et aux entités extra-territoriales ; abolir les paradis fiscaux ; limiter les effets destabilisants de la circulation des capitaux vers les pays émergents, moyennant une ouverture plus ordonnée de ces marchés de capitaux ;

enregistrer les transactions financières internationales pour réduire les mouvements spéculatifs à court terme ; insérer les entités prestataires dans la résolution des crises qu'elles ont contribué à provoquer ; lutter contre le crime organisé, le trafic international de drogues et le blanchiment d'argent ; instituer sous les auspices de l'ONU, un Conseil de Sécurité Economique.

5. La protection active de l'écosystème, qui par définition ne connaît pas les frontières des sociétés humaines, exige de nous des réponses rapides et continues dans le temps. Encourager les technologies qui préservent les équilibres naturels, est aujourd'hui à portée de main. En même temps des problèmes éthiques se posent, ainsi que des problèmes juridiques et culturels d'une énorme importance liés aux avancées biotechnologiques qui exigent attention et régulation, comme nous en avertissent les technologues préoccupés par les conséquences pour la société d'un mauvais usage des avancées scientifiques. La révolution technologique, dans sa neutralité intrinsèque, offre des possibilités inédites au bénéfice du genre humain, en même temps qu'elle engendre des menaces pour son intimité, sa dignité et son intégrité, et pour son identité culturelle, valeurs que nous avons l'obligation de sauvegarder. Les agressions contre la vie paisible en commun, prennent aujourd'hui de nouvelles formes, érosion de la nature et manque de respect à la diversité culturelle. C'est ainsi que la compréhension de ces problèmes et les actions entreprises pour les résoudre sur la base du respect et de la prise en considération du fait qu'ils constituent une richesse plurielle partagée, sont les guides de notre action.

6. Le régionalisme ouvert se fraye un chemin dans la communauté internationale. L'Europe s'achemine résolument vers la construction d'une réalité économique et monétaire, mais aussi politique et civile. L'Europe anticipe un modèle de régionalisme ouvert que nous défendons comme une des formes les plus adéquates pour affronter les défis auxquels ne peuvent faire face les Etats Nationaux. La souveraineté partagée régionalement améliore la position des Etats qui s'intègrent. D'autres essais de régionalisme ouvert, avec différents stades de développement, sont en train de se mettre en place dans différents endroits du monde, de l'Amérique latine à l'Afrique en passant par l'Asie. Nous sommes convaincus qu'après la bipolarité propre à la politique des blocs, le nouvel ordre international, sur tous les fronts que nous avons proposés, sera plus facile à atteindre grâce à l'articulation d'espaces régionaux, supranationaux, avec des intérêts et des identités de civilisations communs, compte tenu de la diversité culturelle. Ces formations non seulement développeront avec plus d'efficacité leurs économies et leurs échanges commerciaux interrégionaux, et avec le reste du monde, mais elles pourront aussi représenter de nouveaux équilibres dans la politique de paix et de sécurité, de défense de l'environnement, et de transfert de nouvelles technologies. Les organisations membres de l'Internationale Socialiste, assument et proposent ces développements régionaux qui peuvent renforcer le rôle des Etats nationaux avec une plus grande efficacité que le multilatéralisme pur.

Ces réponses appartiennent au domaine de la politique. Notre obligation est de nous engager, en tant que responsables politiques, dans cette tâche, en transformant l'incertitude en espérance, en profitant des immenses avantages de la révolution technologique, de la liquidation de l'équilibre de la terreur, et en réduisant les risques inhérents à tout changement d'époque.

Revendiquer le rôle central de la politique, la rénover dans ses fonctions et ses méthodes, en acceptant la diversité des instruments et en affirmant l'engagement pour une plus grande égalité, plus de justice et de liberté, dans chacune de nos sociétés nationales et dans la société humaine, c'est le PROGRES GLOBAL que nous proposons face aux défis de la mondialisation.
